L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS VENDREDI MATIN, 28 JANVIER 1876. 49me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.
NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI MATIN, 28 JANVIER

VENTES & D'ENCAN DE CE JOUR.

Par Placide J. Spear, rue Royale, entre les rues Bienville et Conti au magasin de M. Mallard, le stock entier du dit magasin.

SPECTACLES.

Vendredi, 28 janvier 1876

ACADEMIE—Combination Harrigan et Harte.
VARIETES — Col. W Boughby.
ST CHARLES — Miss Kate Fisher avec son fameux cheval.

La politique d'intervention dans le Sud.

Pendant un moment, on a pu croire que l'effet produit sur l'opinion publique, au Nord, par les interventions réitérées de l'administration fédérale en Louisiane, avait amené le parti républicain à condamner la politique d'intervention. On regardait le remplacement de Williams par Pierrepont, comme une concession volontaire ou forcée de Grant au sentiment nouveau qui se manifestait dans le parti sur ce sujet. L'élection du Mississippi a dû soumettre Grant à une forte tentation, mais il s'est encore abstenu d'intervenir et il a laissé l'Etat passer aux démocrates. Faut-il conclure de là qu'il a renoncé à contrôler les élections dans l'Alabama, le Mississippi, la Louisiane et l'Arkansas? Nous ne saurions admettre actuellement cette conclusion.

La réconciliation peut figurer sur les programmes des manifestations auxquelles doivent donner lieu le centenaire, elle n'est pas encore inscrite sur celui des meneurs du parti républicain.

A-t-on sérieusement représenté les sentiments des masses au Nord, en messieurs Blaine et Morton se trompent-ils grossièrement sur la nature de ces sentiments? Toujours est-il que ces deux vieux politiques, tous deux aspirant à la présidence des Etats-Unis, n'hésitent pas à braver leurs calculs, non sur l'idée de réconciliation, mais sur l'antagonisme sectionnel et sur ce qu'il y a encore de vivace dans les rancunes laissées par la guerre.

Tandis que Blaine rouvre dans la Chambre l'arène des récriminations et force les orateurs du Sud à relever le gant qu'il leur jette, dans l'espoir que l'entraînement de la passion leur fera commettre des imprudences dont il tirera profit, Morton se dispose à entamer au Sénat un débat irritant sur l'élection qui vient d'avoir lieu dans le Mississippi.

Ce n'est évidemment pas à la légère que deux chefs de parti, de la valeur de Blaine et de Morton, adoptent une attitude qui semble si peu conforme à la tendance qu'avait prise, il y a un an, l'opinion publique aux Etats-Unis. Cela prouve que le parti républicain, ou plutôt les meneurs qui considérés qu'ils ne pouvaient perpétuer l'existence de ce parti qu'en l'intimidant contre cette tendance et en choisissant pour candidat présidentiel, non un homme à vues modérées, représentant l'idée de réconciliation, mais un champion de la politique passée du parti, prêt à soutenir le régime de la reconstruction avec toutes ses conséquences. Telle est la seule raison qui puisse expliquer la conduite actuelle de Blaine, restant son passé pour se mettre à l'unisson avec Morton.

Quant à ce dernier, il n'a ou rien à renier. Il a fait plus qu'endosser la politique d'intervention de Grant, il en a été l'instigateur, et s'il faut un parti républicain un candidat qui représente une politique à outrance, Morton est cet homme assurément.

Blaine a ouvert la campagne sur le terrain qui paraît avoir été choisi par les républicains, avec un médiocre succès. Morton va tenter une nouvelle épreuve, en s'attaquant non plus à ce qu'on peut appeler les abstractions du passé, mais à des réalités tangibles, à un événement récent. Il va chercher à rallier les républicains à sa politique de combat en leur montrant les Etats du Sud se détachant les uns après les autres du parti, et en leur faisant sentir la nécessité de les reconquérir, *ne pas et nefas*, pour éviter une défaite écrasante.

Les votes du Sénat sur l'admission du sénateur de la Louisiane, et sur la résolution Morton concernant le Mississippi, auront, selon nous, une importance capitale sur la conduite de la campagne, en ce sens qu'ils détermineront le point de savoir si le parti est prêt à endosser une nouvelle politique d'intervention.

Une dépêche à sensation insérée dans le *Times* d'hier, annonce déjà qu'Alcorn doit soutenir Morton et reprendre la direction des nègres dans le Mississippi et qu'il aura à ses ordres toutes les troupes fédérales dont il pourra avoir besoin.

La même dépêche ajoute que Billings sera confirmé comme juge. Pinchback admis, et que le Sud sera inondé de troupes. Tout cela dépendra de la décision que prendra la majorité du Sénat sur l'affaire du Mississippi. Mais il convient d'attendre le vote avant d'affirmer à l'avance ce que fera le Président.

Il ne faut pas oublier que la Chambre des représentants est démocrate et qu'elle ne se laissera pas Grant abuser de ses pouvoirs sans s'interposer. Beaucoup de sénateurs républicains tiendront à s'engager avec l'autre Chambre une lutte que les plus ardents voudraient peut-être précipiter. Quant à Grant, il laisse Blaine et Morton se compromettre et se réserve de mettre à profit les circonstances, ou de devancer ses concurrents s'il le croit nécessaire au succès de sa candidature.

La question d'une nouvelle intervention au Mississippi touche de près à celle d'une intervention en Louisiane.

On a parlé de l'envoi possible de troupes fédérales dans les paroisses du Nord-Est. Rien n'empêche les troupes de faire une promenade militaire, mais, tant que la Législature de la Louisiane est en session, ce n'est que sur la réquisition de cette assemblée que les troupes fédérales peuvent être employées dans l'Etat à supprimer une émeute ou une insurrection. Grant ne peut donc faire intervenir ses troupes ni les mettre à la disposition de M. Kellogg, sans violer ouvertement la Constitution et s'exposer à être mis en accusation par la Chambre. Mais, si Billings était confirmé comme juge de district, les autorités fédérales pourraient insaugurer dans cet Etat un système de poursuites propre à soumettre à une rude épreuve les citoyens des paroisses où le radicalisme commence à être saps par les meetings d'indignation populaires. A la politique d'intervention militaire, on pourrait substituer la politique d'intervention judiciaire. C'est là le danger.

Nous avons cru devoir appeler l'attention des démocrates sur les éventualités diverses qui peuvent se produire dans la campagne. Leurs mouvements et leurs actes doivent être calculés de façon à éviter les pièges et les difficultés et à favoriser le moins possible les manœuvres de dans de leurs adversaires. Si Grant est candidat de la convention républicaine, et, jusqu'à présent, cela ne nous paraît pas douteux, il faut s'attendre à le voir employer tous les moyens pour contrôler à son profit l'élection en Louisiane et dans les autres Etats voisins. La campagne sera certes difficile et les complications se multiplieront à chaque pas. Il faudra donc qu'elle soit conduite avec autant de sagesse que de fermeté et que surtout l'union ne soit pas troublée dans les rangs de la démocratie.

JOURNAUX ILLUSTRÉS.—La librairie Hébert & Cie, coin Chartres et Bienville, vient de recevoir les numéros du 8 janvier de l'*Illustration* et du *Monde Illustré*.

☞Coupons de calicots, coton, draps, à très bon marché aujourd'hui chez Danziger.

COUPONS.—Aujourd'hui vendredi, grande vente de coupons chez M. L. Byrne & Cie., où ils seront offés à moitié prix. Ces coupons sont en immense variété. Avis aux dames!

Le Bill des Impressions Publiques.

Le bill sur les impressions d'Etat, adopté mercredi par la Chambre des Représentants par 69 voix contre 11, rappelle toutes les lois qui avaient donné tant de privilèges à l'imprimeur d'Etat et sépare entièrement les impressions d'Etat des impressions de la ville et de la publication des annonces judiciaires.

La section 2 donne au gouverneur, au lieutenant-gouverneur, au président de la Chambre des Représentants, au secrétaire d'Etat, à l'auditeur et au trésorier, ou à une majorité de ces fonctionnaires le pouvoir de faire, le premier avril de chaque année, *du taux le plus bas et le meilleur*, et avec une personne responsable, un contrat pour toutes les impressions et publications nécessaires pour l'assemblée générale, l'Exécutif, la Cour Suprême, et les rapports à la Législature des divers fonctionnaires d'Etat.

La section 11 fixe les prix qui ne devront pas être dépassés dans le contrat, savoir $5,50 par page pour 500 exemplaires et 40 cents par page pour chaque 100 exemplaires en sus, pour l'impression en volumes des lois: $3 par page pour 250 exemplaires, et 40 cents par page pour chaque 100 exemplaires en sus, pour la mise en volumes des procès-verbaux des Chambres après publication dans le journal officiel.

Pour l'impression des bills et résolutions (150 exemplaires pour la Chambre et 50 pour le Sénat) il pourra être payé $2,50 par page.

Pour les rapports et documents $3 par page pour 100 exemplaires et 40 cents par page pour chaque cent exemplaires en sus.

Nous passons les prix pour les blancs.

Pour toutes les matières publiées dans le journal officiel, il pourra être alloué à l'imprimeur 80 cents par 100 mots pour chaque insertion.

Pour les reliures, in octavo, en veau, $1,50 par volume; en mouton, $1; en mousseline, 50 cents.

Si ce bill passe au Sénat, il est clair que le *Republican* deviendra encore le journal officiel et que le contrat sera fait aux prix maximum que nous venons d'indiquer.

Nous ne connaissons pas les raisons qui ont porté les démocrates de la Chambre à laisser à MM. Kellogg, Antoine et Cie. le choix de l'imprimeur d'Etat, mais puisque tel est le cas, la limite des prix est un et du être abaissée considérablement.

Le *Republican* a eu d'assez gigantesques profits depuis 1863, pour pouvoir accepter les impressions et publications à un prix modérément rémunérateur.

Quoiqu'il en soit, le bill a cela de bon qu'il enlève à l'imprimeur d'Etat, le monopole des annonces judiciaires, mais il est à craindre que le bill rapporté à la Chambre sur les annonces judiciaires dans la paroisse d'Orléans, ne soit un moyen indirect de les lui rendre, car ce bill accorde le monopole des annonces judiciaires au plus bas enchérisseur, et le journal officiel sera en position de mettre une enchère plus basse que les autres journaux, grâce au profit que lui assurera son contrat avec l'Etat. Puisqu'on retirait le monopole des annonces judiciaires au journal officiel, il fallait l'abolir entièrement et ne pas le reconstituer sous une autre forme. Il était plus simple et plus juste de revenir au droit commun et de laisser aux intéressés le droit de choisir leurs journaux.

Le bal du Bataillon d'Artillerie Washington.

Nous avons eu plusieurs bals très brillants cette année, depuis le commencement du carnaval, entr'autres celui des Growlers et celui des Revelers, mais nous n'en voyons pas encore un bal militaire.

L'ancien bataillon d'artillerie Washington, réorganisé dans le but de visiter l'exposition du Centenaire, à Philadelphie, s'est senti à combler cette lacune.

On sait que l'habit militaire a toujours, de temps immémorial, exercé une puissante séduction sur cette meilleure moitié du genre humain, que nous désignons sous le nom de beau sexe.

Il ne faut donc pas s'étonner, si le bal qui a été donné, avant-hier soir, à la salle St-Patrick ne laissait rien à désirer, sous le triple rapport de l'affluence, de l'élégance et de l'excellence aussi.

Dès neuf heures du soir, une longue file de voitures stationnait rue du Camp, devant la place Lafayette, et l'on entendait vaguement les notes harmonieuses de l'orchestre, qui caressaient l'oreille des auditeurs dans la moitié endormis sur leur siége.

Après avoir traversé le péristyle et monté l'escalier, on se trouvait en présence des membres du comité de réception, dans une sorte d'antichambre qui sinuait assez bien un bosquet, s'il fallait en juger par le nombre de caisses de magnolias, d'oliviers de la Chine en fleurs, d'orangers et de myrtes, groupées avec art. Ce n'est qu'après avoir rempli les formalités d'usage et franchi ce vestibule-oasis, qu'on entrait de plein pied dans la salle de bal.

Etincelante de lumière, décorée avec un goût parfait et pavoisée de drapeaux, cette salle avait un aspect vraiment prestigieux.

Imaginez-vous tout ce que la Nouvelle-Orléans a de brillant, tout ce qu'elle a de jolies femmes, tout ce qu'elle a de diamants, de dentelles et de parures, et vous aurez une faible idée du coup d'œil féerique que présentait la salle St. Patrick.

La décoration était réellement artistique. De larges feuilles de tapajers couvraient les fonds murs, et entre les panneaux de chaque fenêtre, on voyait des drapeaux français, anglais, espagnols, italiens, irlandais, allemands, entrelacés, avec le drapeau des Etats-Unis déployé au dessus.

Nous avons dit que ces drapeaux avaient été gracieusement fournis au Bataillon d'artillerie Washington par les capitaines de garante et un navires dans le port.

Le reste de l'ornementation ne laissait pas à désirer non plus. On admirait un portrait du général Lee, grandeur naturelle, que le drapeau confédéré couvrait en partie de ses plis. L'orchestre était complètement caché par les feuilles de lauriers qui entouraient la tribune, et au-dessus, contre le plafond, on voyait une peinture de Mr Dressel, artiste scénique du théâtre des Variétés, qui représente le Bataillon d'artillerie Washington en campagne sur les bords du Rappahanock.

L'effet général était saisissant.

De la lumière à profusion, des couleurs vives et variées, un tourbillon de jolies femmes, le rhythme net et les accords entraînants d'un orchestre exercé et bien dirigé: — que pouvait-on désirer davantage?

Tous les membres du Bataillon étaient en grande tenue, nécessairement, et les «Continental Guards» étaient aussi représentés par une délégation assez nombreuse.

Que dirons-nous de plus. On a dansé jusqu'à une heure avancée du matin, on a bu, on s'est répété de ces charmantes choses qui constituent le langage du monde, et chacun s'est retiré emportant un agréable souvenir.

Pour nous, qui avons rempli tant bien que mal notre devoir de chroniqueur, en constatant le succès éclatant du bal, il ne nous reste qu'à souhaiter à nos braves amis du Bataillon d'Artillerie Washington, qu'ils aient lieu d'être aussi satisfaits de la recette, que nous l'avons été de leur fête, sous le point de vue artistique.

UN BILLET GAGNANT.—Mme H. Wolf, demeurant rue Carondelet 324, entre les rues Ercto et Thalie, certifie qu'ayant achetés pour 25 cents, au bureau de P. E. Bechtel, rue Dryades 390, entre les rues Thalie et Melpomène, un quart du billet de combinaison 17—31—54, de la loterie de l'Etat de la Louisiane, qui a gagné le premier prix capital de quatre mille piastres au tirage de mercredi dernier, 26 janvier 1876, le quart du dit billet lui a été payé comptant et sur présentation au bureau de la compagnie.

☞Allez de bonne heure aujourd'hui chez Danziger.

La politique de Grant sur la question cubaine.

Le *Herald* de lundi dernier, a une appréciation très amusante sur la politique de Grant à l'égard de l'Espagne. Nous citons:

Depuis quelques mois le Président a menacé l'Espagne d'un vague, mystérieux, incompréhensible..... *quelque chose*, dont personne ne comprend la nature.

Après avoir établi par des citations de documents officiels que ce ne peut être ni la reconnaissance des Cubains comme belligérants, ni une reconnaissance de leur autonomie, ni une annexion, le *Herald* ajoute:

Maintenant qu'est-ce que cela veut dire? Pourquoi tant de mystère? Pourquoi tenir nos marchands, nos importateurs, nos manufacturiers et nos exportateurs, toutes les classes productrices et commerçantes si longtemps sous l'impression de la terreur d'un vague *quelque chose* qu'il dit qu'il va présentement, tout-à-l'heure, tout de suite, dans un instant, lorsque cela lui conviendra, proposer.

Le *Herald* entre ensuite sérieusement dans l'examen du sujet et attribue à Grant la pensée de provoquer l'Espagne à prendre une attitude agressive vis-à-vis des Etats-Unis, parce qu'il sait que le Congrès ne consentira pas à déclarer la guerre à cette puissance. Notre confrère New-Yorkais dit que le Président n'a pas communiqué au Congrès les dernières correspondances échangées et qu'il pousse avec vigueur les préparatifs maritimes. Si le Congrès n'avise pas immédiatement, dit le *Herald*, le pays sera lancé dans une guerre qu'il ne sera plus possible d'empêcher.

Nous ne garantissons pas les informations du *Herald*, mais son explication de la conduite mystérieuse de Grant dans cette affaire nous paraît très plausible.

TROUPE DRAMATIQUE FRANÇAISE.—Les artistes de la compagnie française ainsi que Mr Durescd, l'administrateur, sont arrivés hier en bonne santé à la Nouvelle-Orléans. Ils doivent, comme nous l'avons dit, débuter demain, à l'Opéra, par la fine comédie de Sardou, *Nos Intimes*. Nous pensons qu'il y aura salle comble pour souhaiter aux artistes français la bienvenue en Louisiane. Le contrôle est ouvert pour la location des places. Une piastre est le prix d'entrée pour les fauteuils de parquet et de première.

THÉATRE DES VARIÉTÉS.—Le succès du grand drame militaire, *Colonel Willoughby*, ne se ralentit pas. Un grand nombre de spectateurs vont tous les jours assister aux évolutions militaires qui se font de mieux en mieux et à l'embarquement du bataillon à bord du steamer. La bataille dans l'Inde produit aussi sensation, et les péripéties du drame sont rehaussées par l'admirable mise en scène de la pièce.

ENCAN CHEZ MALLARD.—C'est aujourd'hui, à 10 heures et demie, que commence chez M. P. Mallard, No 55 rue Royale, la vente à l'encan de son magnifique stock de meubles, de tableaux, statuettes, vases de Sèvres, ornements de cheminée, plaqué, verrerie, bronzes, candélabres, tapis d'art, etc., etc. Tout le riche contenu du magasin doit être vendu sans réserve aucune. Les enchères se continueront demain, samedi.

Législature de la Louisiane.

Jeudi, 27 janvier 1876.
SENAT.

Le Sénat est appelé à l'ordre à midi.

M. Stamps donne avis de la présentation d'un amendement à la Constitution pour abolir les licences.

M. Grover présente un bill fixant les émoluments du conservateur des hypothèques. Mr White en présente un sur le même sujet. Ces bills sont référés.

M. Whitney présente un bill fixant les salaires du maire et des administrateurs. Référé.

Le greffier de la Chambre présente le bill sur les impressions d'Etat.

Un bill présenté par M. White sur la mère de faire prononcer judiciairement un changement de nom, est référé au comité judiciaire.

M. Brewster est appelé au fauteuil.

M. White donne avis d'un bill fixant les salaires du greffier de la Cour Supérieure Criminelle et de celui de la première cour de district et d'un bill fixant le salaire du shérif criminel.

Après une séance exécutive M. Alexander présente un bill amendant l'article 118 de la Constitution, relatif à la taxation des propriétés d'Etat. Référé.

M. Breaux présente un bill rappelant la loi sur le monopole des abattoirs en faveur du "Crescent City Live Stock Co." Référé.

Une résolution autorisant la nomination d'un comité pour rechercher en vertu de quelle autorité des Bons d'Etat ont été livrés à la compagnie du Canal du golfe du Mexique, est appelée par M. Gla. Elle est amendée de façon à donner au comité sur le drainage, les canaux et la navigation le soin d'obtenir l'information désirée, et ainsi amendée, elle est adoptée.

Le Sénat s'ajourne.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

La Chambre se réunit à midi cinq minutes. Quatre-vingt douze membres sont présents. Le speaker Estilette est au fauteuil.

MM. Hahn, McCollum et Beasley sont désignés pour composer le comité chargé d'examiner l'accusation portée contre le trésorier d'Etat de favoriser une certaine classe de créanciers publics au préjudice des autres et d'administrer le trésor dans l'intérêt d'une coterie.

Le bill de répartition représentative voté par le Sénat est pris en considération et passe par 83 voix contre 17. L'unique amendement proposé par MM. Hunsacker et Demas est repoussé à une forte majorité. Le bill est le résultat d'un compromis entre les démocrates et les républicains de la Législature. M. Lowell, votant contre l'amendement dit que c'est le coup de mort du parti républicain.

Mr. Butler, d'Ascension, relève comme inexacte l'assertion du *Times*, qu'il était profondément endormi hier, pendant l'orage sur le dépôt de l'Immigrant Dome.

Mr. Hahn qui occupe une place centrale dans l'enceinte, juste en face du speaker, invite Mr. Butler à venir l'occuper pour haranguer la Chambre.

Mr. Butler se dirige de son côté au milieu d'une explosion de rires, et son air effrayé accroît l'hilarité de la Chambre. Il fait néanmoins bonne contenance et déclare qu'il comprend ses devoirs et saura les remplir. Il présente la résolution suivante:

Résolu, que le porter (il voulait dire reporter) du *New Orleans Times* soit traduit devant la Chambre et reçoive l'ordre de s'excuser pour avoir porté injustement atteinte à la dignité de cette Chambre.

Mr Butler demande que le représentant du *Times* soit mené devant la Chambre.

Les rires éclatent de toutes parts et ne cessent enfin que lorsque le speaker déclare que la résolution de Mr Butler ne peut, d'après le règlement, être soumise à la Chambre.

Mr Demas présente une résolution enjoignant au comité des terres et levées de s'informer si la Compagnie des levées se propose de reconstruire la levée de Bonet-Carré. Adoptée.

Une résolution est présentée déclarant qu'il y aura une bulletin séance chaque jour, une le matin et une le soir.

Un bill accordant aux acquéreurs le droit d'être entendus comme témoins dans leurs propres affaires, est adopté.

M. Kummell présente un bill pour mettre fin au monopole de la boucherie et permettre à tous ceux qui paient dans ce but une licence d'exercer l'industrie de boucherie, pourvu que l'abattage se fasse au-dessous de la ville. Référé à un comité.

La Chambre vote les bills suivants sur lesquels M. Wiltz, en sa qualité de président des affaires de la ville, s'est prononcé d'une manière favorable:

Bills pour abolir l'assessement d'Etat à la Nlle-Orléans et pour confier l'estimation des propriétés urbaines en vue de la perception de la taxe d'Etat et de la taxe de ville, à l'administrateur des assessements.

Bill pour confier l'organisation et le contrôle exclusif de la police aux autorités municipales de la Nlle-Orléans, et pour limiter à $300,000 par an le budget de la dite police.

La Chambre vote un bill déclarant que l'ignorance de la langue anglaise de la part des habitants de certaines paroisses du sud de la Louisiane, ne sera pas un motif suffisant pour les écarter des fonctions de juré. Les représentants de ces paroisses disent que les habitants dont il s'agit comptent parmi les plus intelligents et les plus honorables de leurs cantons, mais que ne sachant pas l'anglais on ne les admet pas comme jurés.

La Chambre vote également le bill pour suspendre jusqu'en 1878 la perception des taxes de dessèchement à la Nlle-Orléans, ainsi que le bill qui retire aux juges et aux avocats de district le pouvoir arbitraire d'ordonner un changement de juridiction. Le bill ordonne, pour que ce changement ait lieu, qu'il soit présenté un exposé de motifs enfumants.

Le secrétaire du gouverneur apporte à la Chambre un long message de M. Kellogg sur les troubles de la paroisse Feliciana.

La Chambre s'ajourne.

Grande assemblée en faveur du chemin de fer du Texas et Pacifique.

Depuis quelques mois, une Compagnie s'est formée à la Nouvelle-Orléans, dans le but de construire un chemin de fer, pour mettre notre ville en communication directe avec l'intérieur du Texas et tous les Etats du Pacifique; mais il n'est guère possible de donner suite à ce projet, à moins que le Congrès ne vienne en aide à la Compagnie et ne vote les fonds nécessaires.

Il faut aussi que les négociants de la Nouvelle-Orléans et tous ceux qui sont intéressés à la construction de ce chemin souscrivent libéralement et deviennent les actionnaires de la Compagnie.

La question a été soulevée déjà au Congrès et elle sera probablement résolue bientôt.

En attendant, comme il est urgent de prouver à l'Assemblée Nationale qui siége à Washington, combien la population de la Nouvelle-Orléans et de toute la Louisiane est désireuse de voir ce projet de chemin de fer mis à exécution aussi rapidement que les circonstances le permettront, un comité nommé par la Chambre de Commerce, a décidé de convoquer un *mass meeting* de tous les citoyens de notre ville, pour exposer le plan de cette Compagnie, et pour soumettre à la considération de tous ceux qui désirent voir le commerce de la métropole du Sud prendre un nouvel élan la haute importance du chemin de fer projeté.

Douze ou quinze cents citoyens ont répondu l'appel du comité de la Chambre de Commerce, et se sont réunis hier soir à la salle S-Patrick.

L'assemblée a été appelée à l'ordre à sept heures et demie et a été organisée avec W. C. Black, comme président et une centaine de vice-présidents.

Un comité a été nommé ansuitôt pour soumettre une série de résolutions, et pendant qu'il préparait son rapport, Mr. Cyrus Bussey, président de la Chambre de Commerce, a fait un discours dans lequel il a démontré tous les avantages d'une communication directe avec l'intérieur du Texas et les Etats du Pacifique.

Mr. Cyrus Bussey a fait voir sur une carte géographique que tous les grands Etats du Nord et de l'Ouest étaient alliés de chemins de fer, et il a dit que c'était une honte pour la Louisiane de rester en arrière et de ne pas imiter l'esprit d'entreprise de ses voisins.

Le comité sur les résolutions, par l'entremise de son président, Mr John Lafitte, a présenté ensuite le rapport suivant, qui a été adopté à l'unanimité:

Attendu, que la ville de la Nouvelle-Orléans est le principal port de mer de la vallée du Mississippi et qu'elle offre des facilités pour le commerce avec l'Europe, les Indes Occidentales, le Mexique, l'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud, qui ne peuvent pas être surpassées sous bien des rapports par aucune ville des Etats-Unis, facilités, qui vont devenir encore plus grandes avec les améliorations que l'on fait à l'embouchure du fleuve.

Attendu, qu'il est très important pour nous, en même temps que pour la vallée de la Rivière Rouge, l'Arkansas, le Texas, le Territoire Indien, le Nouveau Mexique, l'Arizona et la Californie, que la Nouvelle-Orléans, qui, par sa position géographique, commande le commerce de l'exportation et de l'importation, soit mise en communication par le chemin de fer du Texas et Pacifique avec tous les grands centres et avec les Etats et les Territoires sus nommés;

Attendu, qu'une pareille communication directe, de l'avis de personnes qui s'y connaissent, augmenterait infailliblement le commerce, rétablirait la valeur de la propriété foncière, enrichirait nos hommes d'affaires, en fournirait en même temps de l'emploi à nos artisans et à nos ouvriers;

Attendu, qu'à présent un chemin de fer peut être construit et mis en état de commencer ses opérations avec beaucoup moins de capitaux qu'avant 1874, à cause du prix limité des matériaux:

Attendu, que la Compagnie du chemin de fer de la Nouvelle-Orléans et du Pacifique, présente les avantages suivants, à savoir:

Elle est contrôlée par un Conseil de Direction, composé de nos hommes d'affaires les plus influents;

Ses affaires sont conduites avec la plus stricte économie;

Ses fonds ne sont employés que pour un but légitime, c'est-à-dire, que pour la construction de la voie;

Le tracé du chemin projeté traverse les parties les plus riches et les plus fertiles de la Louisiane, de façon à commander le commerce local en même temps que celui des autres Etats. Résolu,

Le chemin atteindra l'intérieur du Texas, par la ligne la plus directe, de façon à ce que cette région soit de deux cents quarante milles plus rapprochée de la Nouvelle Orléans qu'elle ne l'est de St-Louis.

C'est le seul chemin projeté entre la Nouvelle-Orléans et le Texas, qui soit actuellement en voie de construction;

En conséquence, qu'il soit:

Résolu, que le tracé, le plan et la direction du chemin de fer de la Nouvelle-Orléans et du Pacifique soit approuvés par cette assemblée.

Résolu, que nous appelons l'attention des hommes d'affaires, des négociants, des propriétaires fonciers et de tous les citoyens en général sur les grands avantages qui dériveront de ce chemin de fer, s'il est construit rapidement. Les résidents et les non-résidents, les grands propriétaires et les petits propriétaires sont également intéressés et doivent souscrire selon leurs moyens.

Résolu, que l'assemblée générale de la Louisiane soit respectueusement mise en demeure d'adopter telle législation qui facilitera l'entreprise, quoiqu'il soit bien entendu qu'elle ne peut pas accorder constitutionnellement son aide, sous le rapport pécuniaire, à aucune compagnie de chemin de fer de l'Etat.

Résolu, que nos sénateurs et nos représentants au Congrès des Etats-Unis sont respectueusement requis de demander que les fonds, qu'il est question de voter pour venir en aide à un chemin de fer du Texas et du Pacifique, soient accordés à la compagnie du chemin de fer de la Nouvelle-Orléans et Pacifique actuellement en existence.

Après l'adoption des considérants et des résolutions, d'autres orateurs, dont les noms avaient été annoncés, ont harangué l'assemblée, à peu près dans le même sens que M. Cyrus Bussey, et la séance a été levée.

Il y a déjà bon nombre de souscripteurs et la compagnie possède un certain capital qui suffit pour commencer les travaux.

Le palais royal de Barcelone vient de brûler; les registres de l'état civil ont été détruits.

☞Coupons de marchandises blanches à 10 cents chez Danziger.

Au Public.

UN M. GARRETT, de Marshall, Texas, a été dépouillé de $1175 dans un jeu connu sous le nom de "Bunko", le 19 du courant, dans cette ville.

On dit qu'il y avait eu à ce sujet un arrangement à l'amiable dans mon bureau, M. Garrett recevant $500, que j'avais bénévolement offerts, ce que j'avais bénévolement offerts, ce que j'avais considéré comme un arrangement.

L'accusation est fausse. M. Garrett ne s'est jamais adressé à moi. J'ai fait savoir à ceux amis que l'état disposé à l'aider de toutes manières pour recouvrer l'argent qu'il avait perdu en jouant aux voleurs.

Je fais appel à M. Garrett, qui est en ville, et je l'invite à relater les faits sous sa propre signature et à contredire de la sorte l'odieuse accusation dirigée contre moi.

P. LOAN,
Surintendant de la Police Métropolitaine.
23 janv—1f.

— 56 —

Saufrance inutile.—Beaucoup de gens, tatins de constitution, avec des tendances bilieuses et dyspeptiques, souffrent sans nécessité toute leur vie. Leur existence est communément plus courte que celle des autres qui sont plus sains mais tant qu'ils vivent il arrive ordinairement qu'ils se disent eux-mêmes ou qu'ils sont dosés contre mesure sans y trouver de l'avantage. Si on pouvait les engager à faire usage des "Hop-tetter's Stomach Bitters" pendant un temps, le retour de leurs forces, la restauration des organes digestifs et la disparition des symptômes bilieux, leur feraient saisir promptement la différence qu'il y a entre un remède qui détruit les causes et un autre remède qui affecte les symptômes seulement. Non seulement les Bitters sont un spécifique pour les peines qui assaillent l'estomac, le foie, ou le canal intestinal, mais ils sont encore, par suite de leur influence vivifiante et restaurative sur le système entier, un admirable moyen de le protéger contre les influences atmosphériques qui engendrent les maux d'infection.

FAITES EN L'ESSAI.

FERNANDEZ & VILLA vendent des cigares dits **Legal Tenders** et **Comme il faut**. Faites en l'essai et vous les aimerez.
5 déc—

Marié, le 27 janvier 1876, par l'Honorable juge W. H. Holmes, Mr. ADRIEN STEPHANY à Madame Veuve ALEXIS PINEAU, tous deux de France.

Décédé hier, à 10 heures A. M. BERTRAND DINNANT natif d'Oloron, canton d'Avignonet-Haute-Garonne, France. Les amis et connaissances du défunt sont priés d'assister à son enterrement qui aura lieu aujourd'hui, vendredi, à 11 heures. Le corps est exposé à l'asile de la Société Française, rue St-Anne.

De la part de sa veuve Marie Tricou et de son frère Jean Marie Saur.

Société française de Bienfaisance et d'Assistance Mutuelle de la Nouvelle-Orléans.—Décédé hier à 10 heures du matin, à l'âge de 37 ans, le sociétaire BERTRAND DINNANT, né à Oloron, département de la Hte-Garonne.

MM. les sociétaires sont invités à assister à son enterrement qui aura lieu ce matin, à 11 heures.

Le corps est exposé à l'asile.

Par ordre du Président, J. SCHWEITZER,
28 janv— Le Secrétaire, L. SIMON.

MESSE.

Une messe sera dite, vendredi prochain, 28 janvier, à la Cathédrale St-Louis, à six heures et demie du matin, pour le repos de l'âme de FRANCES VALDEZ, née Romano. Ses parents et amis sont invités à y assister.

De la part de son époux.

26jan—2f

N. O. Butchers Hide & Tallow Co.—Les actionnaires de cette compagnie sont priés de se réunir au bureau de la Compagnie, No 152 rue South Peters, DIMANCHE, le 30 janvier 1876, à 3 heures P. M., pour affaires importantes.

La plus grande ponctualité est requise.

ANDRE MALHIOT,
28 jan—3f Secrétaire.

Banque Mechanics and Traders.—Nlle-Orléans, 27 janvier 1876.—Le 17 du courant, à une élection de directeurs, les messieurs dont les noms suivent ont été élus pour l'année courante:

Aug. Bohn, H. Gally,
Thos. Langridge, C. M. Soria,
Thos. A. Adams, E. Van Benthuysen,
J. A. Blaffer, Richd Millikan,
A. Lehman Jr.

Et, à une réunion des directeurs, Mr H. GALLY a été élu président, à l'unanimité.

MOSES HARRIS,
28 janv—1 sem. Caissier.

Société Française de Bienfaisance et d'Assistance Mutuelle de la Nouvelle-Orléans.

La buvette, le restaurant ainsi que le vestiaire pour le bal de l'Opéra qui doit avoir lieu le 5 février, seront mis à l'enchère le Dimanche 30 janvier, à sept heures du soir, à l'asile de la société, par ordre du Président.

L. SIMON, Secrétaire.

Ne manquez pas de faire une visite à

DANZIGER,

AUJOURD'HUI.

TOUT le monde s'y rendra pour voir LA GRANDE EXPOSITION DE COUPONS qui sont tous marqués SANS EGARD AUX PRIX COUTANTS.

Nous invitons nos amis et nos clients à se trouver au magasin de bonne heure, car les prix sont si tentants que les retardataires pourraient être désappointés.

DANZIGER,

Au No. 203 de la rue du Canal, entre Bourgogne et Romparts
—ET—
Au No. 228 et 230 de la rue Royale coin St-Philippe.
24 janv—1f.

Vendredi - - - - Vendredi.

Vente spéciale de—

COUPONS.

A MOITIÉ PRIX.

M. L. Byrne & Co.

163 rue du Canal.

Au public.

Nouvelle-Orléans, 27 janvier 1876.

LA soussigné certifie qu'elle avait le quart du billet contenant les Nos 17-31-54, classe 21 de la loterie de l'Etat de la Louisiane, billet qui a gagné le premier gros lot de quatre mille piastres, mercredi, 26 janvier 1876. Le dit quart avait coûté 25 cents au bureau de P. E. Bechtel, No 390 de la rue Dryades, entre les rues Thalie et Melpomène. Le montant en a été promptement payé sur présentation aux bureaux de la Compagnie.

Mme H. WOLF,
Demeurant au No 324 de la rue Carondelet, entre les rues Erato et Thalie. 28janv—1FP

Le Docteur Ferrère

ENTREPREND, avec succès, la guérison de toutes les maladies chroniques, et spécialement celles du cœur, entre Baronne et Carondelet. Consultations de 10 heures du matin à 2 heures de l'après midi. 20nov—1an.

Dissolution de société.

LA société qui existait entre MM. GASSIDY et MILLER, a été dissoute d'un commun accord, le 25 janvier 1876.

H. GASSIDY,
26janv—6f J. C. MILLER.

LE soussigné, de l'ancienne maison Cassidy & Miller, continuera la manufacture de voiles et le commerce de Duck coton,

Au No 167 de la rue Feydras,
Entre les rues Magazins et Camp.
26janv—6f J. C. MILLER

Comité central démocratic conservateur de l'Etat.—Ce comité a se réunira le MARDI, 10 février, à sept heures du soir dans la salle Pde Vitoni St-Charles, à la Nouvelle-Orléans.

J. C. MONOURE,
Président de la convention des démocrates conservateurs de l'Etat. 27 jan—

AUJOURD'HUI, à une réunion des Directeurs du Southern Syrup, Cordial and Liquor Manufactory, M. JEAN CAMPBELL a été élu président, à l'unanimité, pour remplir la vacance occasionnée par la démission de M. F. Pons.

JOSE BARNES,
Secrétaire.
N. O., 24 janvier 1876. 27janv—1sr

A louer.

LE magasin magasin Nos 44, 46, 48 rue Fe-[illegible] fera, formant l'encoignure du "Natchez Alley", antérieurement occupé par MM. Briggs, Payen & Co.

S'adresser à A. ROCHERBAU & CO.,
27janv—3f 16 & 18 rue St-Louis.

Réouverture de la salle de billards des Variétés.

CETTE salle sera ouverte JEUDI SOIR, 27 courant, à 7 heures du soir. Elle contient huit tables de billard de la fabrique de M. Th. Colender, genre Revel, et tout y est disposé pour l'agrément des clients. Le propriétaire invite ses amis et les amateurs du jeu de billard à assister à l'ouverture.

LOUIS ABRAMS, Propriétaire.

N. B.—Prix du billard: le jour 50 cents l'heure, le soir 60 cents. 26janv—4f

M. Maurice Barnett,

No 33½ Passage de la Bourse, entre Dauphine et Bienville.

A l'honneur de prévenir ses amis et le public en général qu'il se chargera de Prêts sur hypothèques, Achat et Vente de Propriétés, Locations, Collections, &c.

Le Paiement des Taxes arriérées et autres pour l'objet d'une attention toute particulière et au taux le plus libéral. 23janv—1 mois.

Entrepôt de tapis et de toiles cirées

#